



Tendances de tenure REDD a-t-il besoin d'un marché mondial du carbone pour fonctionner?

21 Mars 2011

Document également disponible en [anglais](#) et en [espagnol](#)

De récentes observations et un nouveau rapport suggèrent la nécessité de faire des ajustements en cours de route.

L'hypothèse selon laquelle payer des gens, ou des gouvernements, était nécessaire pour arrêter la déforestation et qu'un marché mondial du carbone était nécessaire pour réunir des fonds en quantité suffisante a été un pilier fondamental de REDD. REDD est apparu alors que l'excitation mondiale sur le potentiel des paiements pour services environnementaux était à son comble. Cette effervescence a été alimentée par le sentiment croissant que les approches de politique générale avaient échoué et que les paiements et les nouveaux marchés représentaient la solution pour faire face aux problèmes environnementaux.

Des observations et événements récents, ainsi qu'un nouveau rapport, remettent tout cela en question. Tout d'abord, une [nouvelle étude réalisée par le Munden Project](#), une entreprise privée spécialisée dans le développement des plates-formes de produits dérivés et les marchés des matières premières, révèle que *la définition incertaine de la valeur de marché du carbone forestier, le faible pourcentage de la valeur finale pour les producteurs de carbone forestier et l'absence d'un système de production alliant aisément qualité, vente et transfert, tout en étant vérifiable de manière indépendante, contribuent à la création d'un marché très risqué et de moindre qualité*. Non seulement un tel marché ne réduira pas la déforestation, mais il pourra être aisément manipulé et provoquer des destructions encore plus importantes. L'étude « REDD et le carbone forestier: critique du marché et recommandations » a également trouvé que l'exigence d'une expertise technique, comme dans tous les marchés des matières premières, place les intermédiaires dans des situations privilégiées pour capter le plus grand pourcentage de la valeur du marché - et crée ainsi un grand risque de pouvoir de monopsonne –. Un petit nombre d'entreprises contrôle le marché et se superpose au contrôle effectif des gouvernements et des propriétaires forestiers. Le rapport apporte aussi des recommandations pour que la finance et les marchés puissent être plus utilement déployés afin de contribuer au succès de REDD.

La tentative nouvelle consistant à aider les pays en voie de développement à mettre en place les bases institutionnelles pour le marché du carbone forestier – sur lequel se penchent le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF en anglais), ONU-REDD et d'autres initiatives bilatérales -, les inventaires, les systèmes de Mesure, Notification et Vérification (MRV en anglais), les mécanismes de contrôle des fuites et la gestion du marché, a révélé qu'il s'avérait beaucoup plus difficile que prévu de préparer ces pays. Dans la plupart d'entre eux, il n'y a pas d'accord décrétant à qui appartient la terre, et encore moins à qui appartiennent les forêts ou le carbone. Or ces questions devront trouver

une réponse pour que chaque Etat soit considéré comme « prêt » à évoluer dans ce nouveau contexte. Mais cela soulève des enjeux à la fois très politiques et polémiques – et implique l’organisation de consultations nationales bien documentées afin d’obtenir des réformes solides et suscitant l’adhésion.

D’autres événements récents témoignent de la souffrance du marché global : les échanges de crédits-carbone se sont interrompus, le prix du carbone a baissé et les cabinets de consultants spécialisés dans les questions climatiques ont fermé leurs portes. L’affaire récente de fraude et de vols de quotas d’émission au sein du Système communautaire d’échange de quotas d’émission (SCEQE) pour une valeur supérieure à 5 milliards d’Euros n’inspire pas confiance. Mais le fait que les Etats-Unis n’aient pas instauré de taxe carbone - et ne soient pas prêts de le faire - est peut-être encore plus révélateur. De surcroît, l’échange de crédits-carbone forestier dans le SCEQE fait encore débat. Pour couronner le tout, il n’y a pas eu d’accord pour l’instauration d’un régime global à Cancun. *Sans l’existence de « normes » significatives au niveau international, il ne peut pas y avoir de « marché » significatif.*

Rien de tout cela donne à penser qu’il n’y a pas besoin de capitaux privés ou encore de transferts de fonds des pays du Nord, responsables de la crise climatique, vers les pays en développement, qui en feront le plus les frais. Au contraire, cette observation et le rapport mentionné ci-dessus ne font que lancer une nouvelle réflexion sur comment et où utiliser au mieux le capital - public et privé - et comment faire fonctionner le REDD. Et les limites actuelles d’un marché mondial du carbone ne suggèrent en aucun cas que le marché privé et volontaire ne continuera pas d’exister ou ne poursuivra pas sa croissance, ni même qu’il ne devrait pas le faire. Mais la logique de conduite de REDD reposait sur la nécessité de capitaux considérables pour faire reculer la déforestation et sur l’idée qu’il fallait un marché mondial du carbone pour soutenir cette initiative. *Si ce marché ne peut être fondé, ou n’a pas de sens, il est temps de repenser le marché mondial en tant qu’instrument principal nécessaire pour atteindre les objectifs de REDD.*

Une rubrique préparée par RRI et récemment publiée dans *Nature* sous le titre « [L’argent liquide ne réduira pas les émissions de carbone forestier](#) » (disponible uniquement en anglais) explique que ces dernières études, couplée à l’expérience accumulée par ces dernières années passées à essayer d’établir REDD, suggère que le mécanisme REDD peut réussir sans un marché mondial du carbone - mais l’heure est arrivée d’effectuer des ajustements de mi-parcours. Les données publiées récemment par la FAO sur l’évolution de la couverture forestière entre 1990 et 2010 révèlent que de nombreux pays ont efficacement protégé leurs forêts et que bien d’autres ont étendu leur superficie forestière avant et sans l’intervention de REDD. Les nombreuses études portant sur la déforestation montrent clairement que les gouvernements - via leurs politiques de promotion de l’abattage et de l’agriculture industriels - sont la principale cause de déforestation dans la plupart des Etats. Tout cela suggère que REDD devrait recentrer son action. Il devrait favoriser et contribuer à l’adoption de politiques promouvant la conservation et la restauration dans ces pays, mais aussi mettre en place les conditions propres à attirer des financements privés pour soutenir les efforts de conservation de la communauté et des propriétaires d’entreprises familiales forestières. Le rapport du Munden Project conclut ses recherches par une importante recommandation : *« Investissez dans la tenure. Notre première recommandation est la plus simple. Dans les nombreux cas que nous avons étudiés, il nous a été impossible de répondre à une question très simple : le projet a-t-il le droit de faire ça sur cette terre? Dans le cas d’un engagement des sources de capitaux privés, nous ne pouvons envisager un scénario où la réponse à cette question ne soit pas importante. »*

Documents et sites Internet consultés :

The Munden Project, « REDD and Forest Carbon: Market-Based Critique and Recommendations », 7 mars 2011, http://www.rightsandresources.org/publication_details.php?publicationID=2215.

White, Andy, « Cash alone will not slow forest carbon emissions », *Nature*, 16 mars 2011, <http://www.nature.com/news/2011/110316/full/471267a.html>.

Wynn, Gérard et Sekularac, Ivana, « Slim pickings in “dead” carbon market », *Reuters*, 2 mars 2011, <http://www.reuters.com/article/2011/03/02/us-carbon-eu-idUSTRE7214JK20110302>.

« Tendances de Tenure » alerte la communauté du développement global sur d'importantes informations, évènements et résultats de recherche sur le thème de la propriété forestière, les droits et le développement dans les forêts du monde. Elle est publiée par l'Initiative des Droits et Ressources (RRI), une coalition stratégique de communautés, et d'organisation de développement, de recherche et de conservation et préparée par le Groupe des Droits et Ressources, le secrétariat de la coalition. Les opinions présentées sont celles du secrétariat et ne sont pas nécessairement partagées par les agences qui ont généreusement soutenu RRI, ni celles des Partenaires de la coalition. Si vous voulez plus d'information, envoyez s'il vous plait un message à Lopaka Purdy à l'adresse LPurdy@rightsandresources.org. Pour plus d'informations sur RRI vous pouvez consulter www.rightsandresources.org.